



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

(C.C.T.P)

Procédure de passation du marché :

**Marché à Procédure Adaptée ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques**

Articles L. 2123-1, L. 2125-1-1°, R. 2123-1 3°, R. 2131-12, R. 2131-18, R. 2162-2§2, R. 2162-13 à R. 2162-14  
du Code de la commande publique

**Réf. : 26-M.A.I-01**

**Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte 9 feuillets numérotés de 1 à 9.**

**Liste des annexes :**

<b>N° de l'annexe</b>	<b>Intitulé des annexes</b>
<b>Annexe financière n°1</b>	Bordereau des prix (valant annexe à l'acte d'engagement)
<b>Annexe financière n°1 bis</b>	Simulation de prix
<b>Annexe A - RGPD</b>	Modèle du contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles

### **Pouvoir Adjudicateur :**

**AGENCE DE L'EAU ARTOIS - PICARDIE**

200, rue Marceline Centre Tertiaire de l'Arsenal BP 80818 59508 DOUAI Cedex

Tél. : 03.27.99.90.00 / Fax : 03.27.99.90.15

[www.eau-artois-picardie.fr](http://www.eau-artois-picardie.fr)

SIRET : 185 911 781 00028

### **Objet du marché :**

**Fourniture de chèques emploi service universel (CESU) préfinancés par l'Agence de l'Eau Artois - Picardie.**

- ➔ Marché de services
- ➔ Code nomenclature : 66.0A : Autres services financiers : chèques restaurant ou vacances, CESU
- ➔ Classification CPV :
  - 85310000 – Services d'action sociale
  - 22440000 – Formules de chèque

## **PLAN DÉTAILLÉ DU CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

<b>ARTICLE 1 – PRÉAMBULE</b>	<b>3</b>
1.1 – L’Agence de l’Eau Artois-Picardie, « présente pour l’avenir de l’eau et le développement durable »	3
1.2 – Présentation du contexte de l’exécution du marché	4
<b>ARTICLE 2 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
2.1 - Objet du marché	5
2.2 - Durée du marché	5
<b>ARTICLE 3 – OBJECTIFS ET CONTENU DES PRESTATIONS À RÉALISER</b>	<b>5</b>
3.1 – Objectifs et contenu des prestations	5
3.2 – Gestionnaire et bénéficiaires du CESU préfinancé	5
3.3 – Relations entre l’Agence et l’émetteur	6
3.4 – Périodicité et mode de commandes	6
3.5 – Valeur faciale des CESU préfinancés	7
3.6 – Modalités et délais de livraison	7
3.7 – Remboursement et échange des CESU périmés	7
3.8 – Information et documentation	7
3.9 – La participation de l’Agence	8
3.10 – Pertes et/ou vols des CESU	8
<b>ARTICLE 4 – EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES</b>	<b>9</b>

## **ARTICLE 1 – PRÉAMBULE**

### **1.1 – L’Agence de l’Eau Artois-Picardie, « présente pour l’avenir de l’eau et le développement durable »**

L’agence de l’Eau Artois-Picardie, établissement public administratif de l’État dont le siège est à Douai, emploie 140 agents. Elle assure dans le Bassin hydrographique Artois-Picardie la traduction locale de la politique nationale de l’eau. Ses missions fondamentales sont la protection, la préservation et la lutte contre la pollution de la ressource en eau et de l’ensemble des milieux aquatiques. La loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages de 2016, étend les missions des Agences de l’Eau à la biodiversité marine et terrestre.

Le Bassin Artois-Picardie, d’une superficie de 20 000 Km<sup>2</sup> pour une population de 4,8 millions d’habitants, couvre les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et une partie des départements de l’Aisne et de l’Oise : ce qui représente 2 466 communes.

Ses instances décisionnelles (instances de bassin), et notamment le Conseil d’Administration de l’agence de l’Eau, sont représentatives des acteurs socio-économiques, dont elle est le partenaire local de la politique de l’eau : collectivités territoriales, représentants de l’État et usagers de l’eau (entre autres : industriels, agriculteurs, pêcheurs, associations de consommateurs et de protection de la nature).

L’Agence assure l’application des principes de prévention et de réparation des dommages à l’environnement (principe « pollueur / payeur » et « préleveur-payeur ») par l’établissement et la perception de redevances, auprès des personnes publiques ou privées, par exemple pour pollution de l’eau, modernisation des réseaux de collecte ou prélèvement sur la ressource en eau. Elles lui permettent d’attribuer des concours financiers sous forme de subventions ou d’avances remboursables aux personnes publiques ou privées pour la réalisation d’actions ou de travaux contribuant à la gestion équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

L’Agence de l’Eau Artois-Picardie met en œuvre, sur le bassin Artois-Picardie, les objectifs, orientations et dispositions du Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), en favorisant une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Le conseil d’administration pilote l’activité de l’agence de l’Eau Artois-Picardie et définit sa politique dans des programmes pluriannuels d’interventions, selon les dispositions du code de l’environnement.

Les programmes d’intervention de l’agence de l’Eau sont régis par des cycles de 6 ans.

Le 12<sup>ème</sup> Programme Pluriannuel d’Intervention (2025-2030), adopté le 15 octobre 2024 avec une dotation de 1,279 milliard d’euros pour les six prochaines années, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Ce 12<sup>ème</sup> programme vise à accompagner tous les acteurs du bassin dans un effort commun pour accélérer l’atteinte du bon état des eaux fixés par la Directive Cadre sur l’Eau dans un contexte de changement climatique et de raréfaction de la ressource en eau en période estivale. Ses cinq principaux enjeux visent à :

Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique des milieux aquatiques et des zones humides,  
Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisantes,  
S’appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,  
Protéger le milieu littoral et marin,  
Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l’eau.

Pour plus d’information, consulter le site internet de l’Agence de l’Eau Artois-Picardie : [www.eau-artois-picardie.fr](http://www.eau-artois-picardie.fr)

## **1.2 – Présentation du contexte de l'exécution du marché**

Le chèque emploi - service universel (CESU) a été créé par la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale.

Le chèque emploi-service universel est un titre-emploi ou un titre spécial de paiement permettant à un particulier (article L. 1271-1 du Code du travail) :

1. Soit de déclarer et, lorsqu'il comporte une formule de chèque régie par le chapitre Ier du titre III du livre Ier du Code monétaire et financier, de rémunérer des salariés occupant des emplois entrant dans le champ des services à la personne mentionnés à l'article L. 7231-1 du Code du travail ou des assistants maternels agréés en application de l'article L. 421-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

2. Soit d'acquitter tout ou partie du montant :

a. Des prestations de services fournies par les organismes agréés ou déclarés au titre des articles L. 7232- 1 et L. 7232-1-1 du Code du travail ;

b. Dans les conditions et les limites fixées par décret, des prestations de services fournies par les organismes et établissements spécialisés mentionnés à l'article L. 1271-10 du Code du travail ;

c. Des prestations de services fournies par les organismes ou personnes mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article L. 2324-1 du Code de la santé publique ;

d. Des prestations de services fournies par les organismes ou les personnes organisant un accueil sans hébergement prévu au même article L. 2324-1 ;

e. Des prestations de services fournies par les personnes organisant un accueil des enfants scolarisés en école maternelle ou élémentaire limité aux heures qui précèdent ou suivent la classe ;

f. Des prestations d'aide à domicile délivrées à ses ascendants bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie par des salariés ou des organismes de services à la personne ;

g. Des prestations de transport de voyageurs par taxi financées par les prestations sociales destinées spécifiquement aux personnes âgées ou à mobilité réduite.

Le chèque emploi - service universel peut prendre trois formes :

- Soit celle d'un chèque bancaire (CESU bancaire) sur lequel le bénéficiaire inscrit la valeur faciale voulue (article L. 1271-9 du Code du travail) ;
- Soit celle d'un titre spécial de paiement nominatif, identifié au nom du bénéficiaire et portant une valeur faciale prédéterminée (CESU pré financé ; article D1271-7 du code du travail), émis sur support papier ou sous forme dématérialisée ;
- Soit sous forme dématérialisée (compte CESU).

L'Agence de l'Eau Artois - Picardie met en place ce dispositif en application de la circulaire n° 2120 en date du 10 juillet 2006 relative à la mise en œuvre par l'État du chèque emploi service universel pré financé.

Cette circulaire précise l'objet, les conditions d'obtention et d'utilisation ainsi que les modalités de la mise en œuvre par l'État, dans le respect des règles définies par les articles du code du travail cités en référence, d'une nouvelle prestation d'action sociale.

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'Eau a autorisé en juin 2008 le Directeur Général de l'Agence à mettre en œuvre cette nouvelle prestation au bénéfice des agents.

## **ARTICLE 2 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ**

### **2.1 - Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la fourniture de chèques emploi service universel (CESU) préfinancés par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

### **2.2 - Durée du marché**

Le présent marché est conclu pour une durée de (1) un an à compter du 01 mai 2026.

Le présent marché est reconductible tacitement trois fois par période de (1) un an.

Le cas échéant, la décision de non-reconduction sera notifiée dans un délai de deux mois avant la date d'échéance par la voie d'un courrier recommandé avec avis de réception.

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction du marché et ne saurait prétendre à aucune indemnité en cas de décision de non-reconduction du marché.

## **ARTICLE 3 – OBJECTIFS ET CONTENU DES PRESTATIONS À RÉALISER**

### **3.1 – Objectifs et contenu des prestations**

Dans le cadre de son activité d'émetteur de Chèques Emploi-Service Universels préfinancés, le titulaire (l'émetteur) s'engage, dans le respect de la Réglementation applicable aux CESU, à fournir et à mettre à disposition des agents de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie les CESU préfinancés commandés par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

La solution du titulaire doit permettre aux agents qui le souhaitent de commander en même temps des CESU préfinancés papier et des E-CESU préfinancés.

Le présent marché recouvre notamment les prestations suivantes :

- L'instruction par le titulaire des demandes de CESU préfinancés effectuées par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, dans le cadre des règles de gestion propres à l'Agence ;
- L'émission par le titulaire des CESU préfinancés et leur remise à l'Agence de l'Eau (CESU papier) ou aux agents bénéficiaires (E-CESU) ;
- Le remboursement des CESU préfinancés, par le titulaire, aux intervenants les ayants reçus à titre de rémunération ;
- La réalisation par le titulaire, auprès de l'Agence et des agents bénéficiaires de l'Agence de l'Eau, de prestations d'information et de communication sur le CESU préfinancé ;
- La tenue et la fourniture à l'Agence, par le titulaire, d'états d'information et de suivi comptable sur la mise en œuvre du CESU préfinancé ;
- La gestion, par le titulaire, en lien avec l'Agence, des demandes de remboursement ou d'échange pour les millésimes périmés.

**Le paiement du titulaire est assuré par l'Agence et couvre la valeur faciale des CESU préfinancés (part Agence et part agent) et les frais de gestion éventuels associés.**

### **3.2 – Gestionnaire et bénéficiaires du CESU préfinancé**

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie sera gestionnaire du CESU préfinancé et à ce titre, elle instruira les demandes individuelles des agents. Les bénéficiaires de la prestation sont essentiellement les agents non titulaires sous contrat à durée indéterminée et les fonctionnaires détachés à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie. Les agents non titulaires sous contrat à durée déterminée, sous certaines conditions, peuvent également bénéficier de la prestation.

### **3.3 – Relations entre l'Agence et l'émetteur**

L'émetteur communique à l'Agence de l'eau Artois-Picardie le nom de l'interlocuteur/l'interlocutrice attitré(e) qu'il désigne pour l'exécution du présent marché. Il communique également le nom de son/sa remplaçant(e) en cas d'absence (congrés, maladie, etc.). L'Agence doit disposer de leurs courriels nominatifs et de leurs lignes téléphoniques directes.

Ce/cette interlocuteur/interlocutrice assurera :

- La gestion et le suivi de la fabrication/édition/livraison des CESU et la gestion, le suivi et la mise à disposition des E-CESU via un espace sécurisé et personnel propre à chaque agent concerné ;
- Le suivi de la livraison des CESU papiers ;
- Le suivi et information pour les retours éventuels ;
- La gestion des CESU périmés ;
- La réception et le traitement concernant toute demande d'information qui lui est faite sur le CESU préfinancé par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

La référente et interlocutrice de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, en charge du suivi et de l'exécution de la présente convention est :

**Madame Édith PIRAINA**

**Chargée d'Affaires administratives RH, Conseillère de Prévention, Référente handicap**

Agence de l'Eau Artois-Picardie - Service des Ressources Humaines et de la Formation

Les coordonnées de la référente du marché seront communiquées au titulaire à la notification du marché.

L'émetteur répond à la référente et interlocutrice de l'Agence de l'eau Artois-Picardie concernant toute demande d'information qui lui est faite sur le CESU préfinancé, par téléphone, mail ou courrier postal. Une réponse doit être fournie par le titulaire dans un délai maximum de 24h00.

L'émetteur, au début de la prestation, assurera une formation au gestionnaire de l'Agence sur le CESU en général, sur les éventuels outils d'échange d'information mis à disposition de l'Agence par lui, et sur les modalités d'échange d'information. Il s'engage également à tenir informée l'agence des évolutions de la réglementation applicable aux CESU.

La liste des bénéficiaires ainsi que les mises à jour de cette liste seront notifiées à l'émetteur par l'Agence en tant que de besoin, à sa demande, et sous une forme à sa convenance.

L'émetteur précisera les modalités d'échanges d'information entre lui et l'Agence (courrier, courriel, progiciel particulier, site Internet, etc...).

### **3.4 – Périodicité et mode de commandes**

Après l'instruction du dossier de l'agent demandeur et acceptation, l'Agence de l'Eau Artois - Picardie procédera à une commande adressée à l'émetteur du CESU préfinancé agréé par l'Agence Nationale des services à la personne, correspondant au montant versé au titre de la participation.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie groupera mensuellement les demandes du personnel.

Les commandes et la gestion des CESU et des E-CESU préfinancés seront dématérialisées grâce à l'outil mis à disposition par l'émetteur du marché ; l'émetteur précisera les modalités d'accès au site internet et/ou l'application permettant cette gestion par Internet : un code d'accès sera mis à disposition de l'Agence de l'Eau Artois - Picardie pour effectuer ces commandes.

Le site internet et/ou l'application permettant cette gestion devra présenter des caractéristiques d'ergonomie avancée : consultation de solde, gestion des droits, gestion des profils des bénéficiaires ; réalisation, suivi et historique des commandes, gestion des droits d'accès, construction et/ou édition de tableaux et/ou de statistiques ; etc.

La réponse du candidat devra présenter ces fonctionnalités de manière précise et détaillée en mettant en avant les avantages pour les agents bénéficiaires et pour la référente et interlocutrice de l'Agence de l'eau Artois-Picardie.

Une assistance téléphonique et une boîte e-mail dédiée devront également être fournies par l'émetteur.

Dans le cadre du respect du Règlement Général sur la Protection des Données, cet espace sera complètement sécurisé et répondra à toutes les exigences du RGPD.

### **3.5 – Valeur faciale des CESU préfinancés**

La valeur faciale des CESU préfinancés sur support papier sera transcrit par l'émetteur des titres CESU au vu de la demande des agents avec une variante de la valeur faciale de 10 €, 20€ ou 30€.

La valeur des E-CESU préfinancés se définit à l'Euro prêt.

### **3.6 – Modalités et délais de livraison**

Le CESU préfinancé est émis par le titulaire sur format papier ou électronique (E-CESU préfinancé).

Le CESU préfinancé papier est personnalisé, par l'impression des éléments suivants :

- Les prénom et nom du bénéficiaire ;
- La valeur faciale, en noir et blanc,
- Le millésime d'émission,
- La période de validité du titre,
- La raison sociale et le logo du financeur.

L'émetteur des CESU préfinancés s'engagera à livrer à l'Agence de l'Eau Artois - Picardie, dans les 5 jours ouvrés à compter de la réception du paiement de l'aide octroyée (*annuellement ou mensuellement selon le choix de l'agent*) à l'agent, les tickets CESU.

Le carnet de tickets CESU sera remis à l'agent par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Concernant les E-CESU préfinancés, la somme doit être disponible sur le compte internet de l'agent concerné dans les 48 heures à compter de la réception du paiement de l'aide annuelle octroyée à l'agent. Le titulaire mettra à disposition de chaque agent utilisant un support dématérialisé, un espace sécurisé et personnel en ligne et/ou une application pour smartphone, avec un identifiant et un mot de passe lui permettant notamment :

- De consulter le solde en temps réel, la validité des CESU, l'historique des transactions,
- De procéder à la mise en opposition en cas de perte ou de vol,
- De disposer de l'historique de chargement des CESU, sur l'exercice de l'année en cours.

Les candidats ont la possibilité de présenter des délais plus favorables à l'appui de leur offre.

### **3.7 – Remboursement et échange des CESU périmés**

Les agents bénéficiaires de tickets CESU (garde d'enfant ou service à la personne) pourront au terme de la période du ticket CESU, et par l'intermédiaire de l'Agence de l'Eau Artois - Picardie, demander leur échange en nouveau millésime.

Les candidats détaillent à l'appui de leur offre les mesures proposées pour la gestion de ces situations.

### **3.8 – Information et documentation**

L'émetteur fournira un guide d'utilisation à destination des agents bénéficiaires du CESU et assurera l'information régulière des bénéficiaires de CESU préfinancés sur l'actualité réglementaire en la matière.

Une information URSSAF sera assurée, dans le cas de l'utilisation des tickets CESU auprès d'un salarié en emploi direct.

L'émetteur tient à jour et met à disposition des agents de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie les produits de communications : affiches, guides, dépliants, lettre d'information, formulaires, support d'information, brochures, site Internet, numéro vert ou équivalent...), etc.

Les agents seront informés chaque année par le biais d'une attestation fiscale du montant donnant droit à la réduction ou crédit d'impôt. Cette attestation sera fournie par le Service Ressources Humaines et Formations de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie à chaque fin d'année.

### **3.9 – La participation de l'Agence**

Par décision en date du 27 novembre 2009, le Conseil d'administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie a fixé à compter de l'année 2010, la participation financière de l'Agence.

Elle est fixée à 50% de la valeur faciale dans la limite de 915,00€ par an et par agent dont l'indice nouveau majoré est supérieur à 522 ; la participation financière est fixée à 75% de la valeur faciale dans la limite de 1372,50€ par an et par agent dont l'indice nouveau majoré est inférieur ou égal à 522.

Soit une valeur faciale annuelle maximale de 1830,00€ pour les demandes de prestations de services à la personne.

Concernant les frais de garde pour les enfants non scolarisés, sous réserve de la présentation d'un avis de non-imposition, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie financera la totalité des titres CESU (100%) dans la limite de 1830,00€ par an.

Les montants et taux de participation pourront faire l'objet d'une réévaluation chaque année.

L'Agence de l'Eau Artois - Picardie précomptera la part de Chèque Emploi Service Universel Préfinancé à la charge du bénéficiaire sur son salaire et le versera à l'émetteur sur la même facturation que sa part.

### **3.10 – Pertes et/ou vols des CESU**

Les pertes et/ou vols survenant avant la remise à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (soit avant la livraison) sont imputables à l'émetteur. Dans ce cas, il annule les CESU et procède à une nouvelle émission et à une nouvelle remise. Pour cette nouvelle livraison, aucune commission ne lui est due et il supporte les frais d'envoi.

Les cas de détérioration constatées à la réception et signalées immédiatement par l'Agence de l'eau Artois-Picardie (appel téléphonique confirmé par courriel) font l'objet d'un traitement identique.

Les pertes et vols survenant après la remise à l'Agence de l'eau (constatée par une preuve de réception détenue par l'émetteur) donnent lieu à l'annulation des CESU et à une nouvelle commande par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Dans ce cas, l'Agence supporte uniquement les frais de gestion (réédition) et d'envoi, indiqués dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement, liés à cette réémission. L'annulation des CESU ne donne pas lieu à un nouveau paiement des valeurs faciales.



#### **ARTICLE 4 – EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES**

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie est engagée dans des actions qui visent à dépolluer l'eau. Dans ce cadre, les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : Il est exigé que le titulaire suive tout au long du marché une démarche éco responsable, à cet effet le titulaire se conforme aux exigences suivantes :

Concernant la livraison des chèques emploi service universel sur support papier, le titulaire devra démontrer l'utilisation de papier recyclé ou de papier issu de forêts gérées durablement, au moyen par exemple de label (exemple : FSC ou PEFC ou équivalent).

Les labels dont le candidat peut se prévaloir sont précisés dans son offre.

En cas de non-respect de ces exigences ou d'utilisation frauduleuse de labels ou de certificats, ou de tromperie sur l'une des exigences formulées dans le C.C.T.P, une pénalité pourra être appliquée selon les modalités de l'article 10 du C.C.A.P.